

« La fiscalité des entreprises reste effectivement un très gros point noir. »

Vincent REUTER, UWE

O pointé. La cote globale que donne Inter-Environnement Wallonie au gouvernement wallon.

Les partenaires sociaux font le bilan de l'exécutif wallon

« Il faut un Bureau du plan wallon »

Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne, voudrait que la Wallonie se dote d'une cellule d'anticipation économique.

● Interview : Martial DUMONT

Thierry Bodson, comment jugez-vous l'action du gouvernement wallon après un an de fonctionnement ?

Le démarrage a été laborieux. Mais il y a des choses qui se mettent en place désormais. Je suis, par exemple, agréablement surpris par le Plan Marshall 4.0 qui, contrairement au 2.Vert, est vraiment recentré sur l'économique. La révision des aides à l'investissement pour les PME en fonction de divers critères comme l'innovation, la formation ou la création d'emploi est également une bonne chose. Mais il y a un bémol.

Lequel ?

Nous plaçons depuis longtemps pour la mise en place d'une cellule d'anticipation économique. Une sorte de Bureau du Plan wallon. Pas pour créer un nouveau truc. Mais simplement pour associer des gens qui ont des compétences en matière de développement économique comme la Sowalfin, la Sogepa, l'Awex ou encore le Forem. Il n'est pas normal,

par exemple, que, lorsqu'on lance certains marchés, des entreprises étrangères soient plus vite sur la balle. Il faut pouvoir résoudre rapidement des problèmes concrets qui freinent notre économie.

Les syndicats font partie du GPSW, le Groupe des partenaires sociaux wallons. Vous avez le sentiment d'y être plus entendu par ce gouvernement que par le précédent ?

Oui. Maintenant, être sollicité pour donner son avis, c'est bien. Il faut encore voir comment ce sera suivi d'effets. Mais je dois dire par exemple que notre avis sur la réforme de la fonction consultative se trouve largement dans le texte qui a été présenté il y a peu par le gouvernement. En tout cas, je pense que le GPSW est plus écouté que le Groupe des 10 au fédéral...

Vous estimez que les transferts de compétences sont une réussite ?

Le problème, c'est qu'on a perdu trois ans. En 2012, 2013 et 2014, La Wallonie n'a pas préparé l'arrivée de nouvelles compétences en provenance du fédéral. Ce n'est pas la faute de ce gouvernement-ci mais du

précédent. Du coup, l'entrée en vigueur de nouvelles politiques vont, elles aussi, prendre trois ans dans la vue. On n'en verra les effets au plus tôt qu'en 2017, voire 2018.

Et ça pose aussi des problèmes au niveau budgétaire, dites-vous...

Oui. On ne sait toujours rien sur la réforme des aides à l'emploi.

Et on sait que l'OIP qui s'occupera de la gestion des allocations familiales ne sera pas en route avant 2019. Ce sont des postes budgétaires qui sont neutralisés. En sachant qu'on va devoir faire encore pendant trois ans, 300 millions par an d'économie sur les compétences qu'on gère en vrai.

Vous trouvez que le Conseil supérieur de la fiscalité devrait être renforcé aussi...

Il ne doit plus se contenter d'avis ponctuels. On doit pouvoir anticiper les modifications fiscales par exemple. Avec le tax shift annoncé par le fédéral, on ne sait pas à quelle sauce on va être mangé. On ne doit plus être spectateur et victime des décisions qui sont prises à l'échelon supérieur. ■

INTERVIEW • Vincent REUTER**« Les taxes sur les entreprises détruisent les effets des aides »**

Vincent Reuter en tant qu'administrateur-délégué de l'Union wallonne des entreprises, comment jugez-vous l'action du gouvernement depuis un an ?

Il y a des avancées. Notamment le cadre stratégique du Plan Marshall. On sait où on va. Des décisions ont aussi été prises : le prêt citoyen, le plan numérique, le nouveau CODT qui va arriver, le fait de viser 13 % d'énergie renouvelable en 2020 au lieu de 20 %, le small business act qui aide les PME.

Mais vous n'êtes pas totalement satisfait...

Non. Le coût de l'énergie, économie mais de l'autre, par exemple, reste encore trop élevé. Et ça c'est dû aux coûts de distribution qui ne cessent d'augmenter. Là, il y a encore du boulot. Tout comme en matière de coût sur le travail...

Justement, vous pensez qu'il faut un tax-shift wallon, comme ce sera le cas au fédéral ?

La fiscalité des entreprises reste effectivement un très gros point noir. Ne prenez que la taxe au kilomètre des poids lourds ou la taxe sur les pylônes GSM. D'un côté, on veut digitaliser notre

entreprise. Il y a aussi une nouvelle taxe qui sera prélevée sur les eaux de surface. Bref, on ne cesse d'alourdir la fiscalité. En clair, on pourrait dire, en quelque sorte, que le gouvernement donne d'une main ce qu'il reprend de l'autre. En intensifiant la pression fiscale, on détruit les effets des mesures positives prises par le gouvernement. Et on n'avance pas... ■

M. Dum.

Inter-Environnement Wallonie : un bulletin pas piqué des... verts

C'est sous la forme d'un bulletin scolaire élaboré sur 10 matières et compétences à évaluer qu'Inter-Environnement Wallonie vient de présenter sa vision du bilan du gouvernement wallon. Globalement, l'association lui reproche de ne penser qu'au socio-économique et de ne strictement plus penser à l'environnement et au développement durable. Autant dire que les cotes tournent toutes autour de « insatisfaisant » ou « très insatisfaisant » voire « faible ». Petit florilège de commentaires

pas piqué des verts...

Mobilité, maîtrise de la demande de transport :

« Tu es en nette progression... vers une cote d'exclusion. Il est temps de revoir les fondamentaux ! Cela devient urgent pour éviter l'asphyxie ! »

Énergie renouvelable :

« Crois-tu donc que le nucléaire est éternel ? Il est temps d'apprendre à compter sur tes propres ressources si tu veux être dans le vent et ne plus être un des derniers de la classe européenne... »

Monitoring de l'environnement :

« Impossible de juger ton aptitude à passer dans l'année supérieure à défaut de copie rendue ».

Economies d'énergie :

« Grand potentiel... sous-exploité tu affaiblis encore un effort déjà insuffisant ! Un vrai touriste prendrait au moins des photos à partager sur Facebook ».

Bref, Inter-Environnement Wallonie décide d'ajourner le gouvernement wallon qui, selon, l'association a intérêt à bosser en deuxième sess...

M. Dum.